

LA FEMME FATALE

RAPHAËLLE
Bacqué
ARIANE
Chemin
**LA FEMME
FATALE**

DOCUMENT



Avant-propos

Lorsque nous avons publié cette enquête, trois jours après le second tour de l'élection présidentielle, nous n'imaginions pas le scandale qu'elle allait susciter. Nous avons décidé de raconter la campagne de Ségolène Royal alors qu'elle n'était pas encore investie par le Parti socialiste pour concourir à l'élection présidentielle, mais il paraissait clair qu'elle avait toutes ses chances. Comment ne pas s'intéresser, quand on aime la politique, à celle qui resterait quoiqu'il arrive la première femme, dans l'histoire française, capable de s'imposer au second tour de l'élection à la présidence de la République ?

Ségolène Royal était audacieuse. Elle paraissait incarner le changement dans un parti vieilli, souvent intolérant, et profondément sclérosé. Mais très vite, l'histoire connut des ratés. Les équipes tâtonnaient. Sur bon nombre de sujets, la candidate semblait improviser. Évidemment, il fallait éviter que cela se voie, ou se sache. Le siège de sa campagne, 282 boulevard Saint-Germain, devenu comme sa deuxième maison, ressemblait à un bunker. Le détail des comptes de campagne,

publiés officiellement en janvier 2008, indique que 53 581 euros ont été dépensés par la candidate afin d'acheter « *des appareils de contre-espionnage pour détecter d'éventuelles écoutes* »...

De mémoire de journalistes, nous avons rarement rencontré une campagne aussi opaque. De la « machine de guerre » de la candidate, on savait bien peu de choses. Presque rien n'était dévoilé de sa stratégie, du soin apporté aux nombreuses enquêtes d'opinion commandées à des instituts, de son observation de la campagne sur le net de l'américain John Kerry, ou encore des inspirateurs de la « marque » Royal. « *Je mènerai ma présidence comme j'ai mené ma campagne* », disait pourtant Ségolène Royal. Qu'elle perde ou qu'elle gagne, les secrets de fabrication valaient d'être racontés.

Pourquoi *La femme fatale* a-t-il alors provoqué, au lendemain de sa publication, un tel émoi ? Pour plusieurs raisons, qui valent sans doute d'être racontées. La présence de femmes en politique n'est heureusement pas nouvelle. À ce niveau-là, pourtant, Ségolène Royal était une pionnière : elle en fit très vite d'ailleurs l'un des arguments de la « révolution politique » qu'elle entendait imposer. De sa féminité, elle fit aussi son meilleur bouclier. Non sans raison : durant la campagne des « primaires », la présidente de la région Poitou-Charentes avait été la cible d'attaques d'un autre âge. Mais, du coup, chaque journaliste un peu trop curieux était renvoyé à sa misogynie supposée : « *Vous ne poseriez*

pas cette question à un homme », lança-t-elle un jour qu'on l'interrogeait sur la guerre en Irak.

La gauche se trouvait par ailleurs dans une situation aussi inédite que complexe. En avril 2002, Lionel Jospin avait été éliminé au soir du premier tour par le chef du front national, Jean-Marie Le Pen. Plusieurs journalistes qui suivaient la campagne du candidat socialiste avaient laissé couler des larmes à l'annonce de ce « coup de tonnerre ». Et ce traumatisme initial avait rendu les électeurs mais aussi les observateurs prudents : tout plutôt que de revivre un nouveau « 21 avril ». Surtout ne pas effrayer une partie ou l'autre de l'électorat de gauche.

C'est dans ce contexte que deux hommes, le philosophe Bernard-Henri Levy et le « républicain » Jean-Pierre Chevènement, politiquement à mille lieues l'un de l'autre, prirent sur la candidate un ascendant que curieusement, dans la presse, personne n'osa évoquer. Ils figurent en bonne place dans *La femme fatale*, mais il fallut attendre les livres de Bernard-Henri Levy, *Ce grand cadavre à la renverse* (Grasset), en septembre 2007, puis celui de Ségolène Royal elle-même, *Ma plus belle histoire, c'est vous*, chez le même éditeur, en décembre, pour que soit officiellement confirmée l'influence de ces deux *speech-writers*.

Enfin, *La femme fatale* avait fini par buter sur un point obscur et tabou : la vie privée. Les militants s'interrogeaient de plus en plus, en silence, sur le malaise qui semblait entourer le couple. Sur

les radios et les télévisions, le patron du PS contredisait régulièrement les propositions de celle qu'il appelait froidement « la candidate » et qui n'était autre que sa compagne depuis vingt ans. François Hollande fut vite relégué sur les routes de France, baladin solitaire courant de tréteau en tréteau. Des responsables socialistes allaient-ils trouver le premier secrétaire du PS pour lui demander de faire remonter des informations à « Ségolène » ? Ils trouvaient un homme démuné, et constataient vite que leurs messages n'étaient pas transmis. Assurément, quelque chose ne tournait pas rond dans la campagne de la candidate socialiste.

Presque malgré nous, nous avons fini par redessiner notre enquête. Il est faux et absurde de dire que tout le monde connaissait le conflit privé qui animait le couple Royal-Hollande. Si certains, amis ou adversaires, nourrissaient discrètement, sans forcément en saisir les méandres, la chronique tumultueuse de ce duo baroque (affirmant ainsi tout haut, comme son porte-parole Arnaud Montebourg, que « *le principal défaut de Ségolène Royal, c'est son compagnon* »), la plupart des socialistes restaient paralysés devant ce « trou noir » politique.

Si ce conflit n'avait relevé que de la seule intimité d'un couple, assurément, nous ne l'aurions pas évoqué. La transparence absolue est souvent l'apanage du totalitarisme et nous ne sommes pas des inconditionnelles de la presse anglo-saxonne, dont les gros tirages souvent vantés ont leur triste

pendant : le voyeurisme vulgaire. Mais nous comprîmes bientôt que les principaux animateurs de la campagne socialiste – Julien Dray, François Rebsamen, Sophie Bouchet-Petersen ou Natalie Rastoin – étaient les témoins d'une querelle qui pesait sur l'organisation, la conception et le déroulement de la campagne socialiste. Voilà que nous découvrîmes que le frère de la candidate, Gérard Royal, puis son fils aîné, Thomas Hollande, avaient fait pression sur l'hebdomadaire *Paris-Match* pour « déplacer » une journaliste qui semblait un peu trop « *préoccuper* » – c'est notre terme, oh combien prudent ! – François Hollande.

Pourquoi taire cette information ? Lorsque Nicolas Sarkozy s'était insurgé contre la une que le même hebdomadaire avait consacrée à sa femme Cécilia et son amant Richard Attias, *Le Monde* avait raconté la sanction qui avait frappé le directeur de la rédaction de *Match*, Alain Genestar, prié de s'en aller quelques mois plus tard. Dans les deux cas, Arnaud Lagardère était aux commandes. Pourquoi traiter différemment les deux candidats à l'élection présidentielle, dénoncer les méthodes de l'un, taire les pressions de l'autre ?

Nous étions confrontées à une situation inédite : un couple politique, l'une candidate, l'autre dirigeant du Parti socialiste. Certes, tout n'a pas été toujours facile, dans l'histoire politique de ces vingt dernières années, entre les différents patrons du PS et les candidats socialistes qui ont tenté leur chance à la présidentielle : les différends entre

Lionel Jospin et François Mitterrand avaient ainsi largement alimenté la chronique de la présidentielle de 1988. Mais le conflit au sein du fameux tandem formé par Ségolène Royal et François Hollande n'était pas de la même nature. La rivalité politique se doublait d'une blessure affective qui laissait soudain peu de prise à la raison. Une partie de leurs proches nous l'expliquèrent durant notre enquête, et c'est cela aussi qui fit scandale. Quelques mois après Julien Dray lui-même est venu conforter cette analyse dans *Règlements de compte* (Hachette littératures) publié en novembre 2007 : « *Cette campagne aurait pu, aurait dû ressouder le couple. Au contraire, elle va les éloigner l'un de l'autre, déchirer leur entente, fragiliser la candidate et désorienter le premier secrétaire, dont l'entourage, furieux de s'être fait voler la vedette, ne fera rien pour arranger la situation.* » Le porte-parole s'en lamente : « *Sans François, Ségolène perd son confident politique. Sans Ségolène, François perd sa témérité intellectuelle. L'un et l'autre méritaient mieux. Nous aussi, qui avons perdu l'élection présidentielle.* »

Témoins malgré eux de cette brouille sentimentale, le numéro deux du PS François Rebsamen, le porte-parole Julien Dray et l'avocat de la candidate, Jean-Pierre Mignard, comprirent vite que la réconciliation ne serait pas au programme durant la campagne. Ils choisirent leur camp : celui de « Ségolène ». Ami du couple, Jean-Pierre Jouyet, directeur du Trésor, seul à refuser de trancher entre François et sa compagne, fut

purement et simplement écarté de la campagne par la candidate. Comment expliquer que l'ancien directeur de cabinet adjoint de Lionel Jospin ait ensuite rallié le gouvernement de François Fillon comme ministre des Affaires européennes si l'on ne raconte pas, comme nous l'avons fait dans cette enquête, tous les ressorts de cette spectaculaire décision ?

C'est parce que ce « privé » s'imbriquait dans la campagne et qu'il l'éclairait que nous avons choisi de l'évoquer. C'est aussi parce que Ségolène Royal n'a cessé d'utiliser ce qui nous semble relever de son intimité comme une arme et un argument politique que nous l'avons fait sans complexes.

Depuis le début des années 1980, la France entière avait pu suivre le parcours et l'ascension des deux jeunes énarques prometteurs. François Hollande et Ségolène Royal, en bons enfants de leur génération cathodique, occupaient largement le petit écran. Durant toutes les années 1980, Ségolène Royal a ainsi occupé, l'après-midi, les plateaux des émissions de variétés. Laisse entrer chez elle les caméras pour filmer quatre enfants et leurs parents si modernes, adeptes du partage des tâches, donnant tour à tour le biberon. En 1992, France 2 et *Paris-Match* avaient même été conviés dans sa chambre de jeune accouchée, alors qu'elle était ministre de l'Environnement en exercice. Dans une émission de « Sagas », dont les incrédules peuvent vérifier l'existence sur Dailymotion, elle osait même suggérer à François Hollande de la demander en

mariage devant la caméra — ce qu'il refusait, mal à l'aise, rosissant et gêné.

L'abolition de cette frontière entre vie privée et vie publique n'a pas cessé durant la campagne. C'est aux côtés de sa plus jeune fille, et à nouveau dans *Match*, que Ségolène Royal déclara sa candidature. C'est son fils Thomas qu'elle nomma responsable de la « Ségosphère », contre l'avis de François Hollande, qui a toujours trouvé son aîné trop tendre pour ce dur métier. Durant la campagne, le 29 juin 2006, c'est par journalistes interposées que Ségolène Royal demanda à nouveau son compagnon en mariage. Avant de mettre en cause, dans un livre d'entretiens avec Marie-Françoise Colombani, *Ensemble*, « l'entourage » politique de François Hollande, coupable, selon elle, d'avoir fait capoter l'union !

Enfin, même après avoir attaqué notre livre au nom de l'atteinte à sa vie privée¹, Ségolène Royal ne détela pas. Dans *Ma plus belle histoire, c'est vous*, publié à l'automne 2007, la présidente de la région Poitou-Charentes invite et autorise chacun, électeur et journaliste, sans pudeur aucune, à venir se pencher sur sa prochaine aventure sentimentale. « *La candidate n'a pas trouvé l'épaule où*

1. Dès le 9 mai 2007, trois jours après le second tour de l'élection présidentielle, mais deux jours avant la sortie de *La femme fatale*, Ségolène Royal fit savoir à l'AFP qu'elle souhaitait attaquer notre livre en justice. Nous sommes aujourd'hui assignées pour « atteinte à l'intimité de la vie privée et diffamation ». La candidate nous réclame à ce jour, avec François Hollande, 150 000 euros de dommages et intérêts.

poser son front pour se lâcher, pour pleurer quand c'était dur (ou pour rire dans les moments joyeux)... Pour gagner une prochaine fois, il faudra le soutien de tout un parti et d'un compagnon amoureux, à fond avec la candidate. »

C'est l'un des points communs de Ségolène Royal avec son adversaire Nicolas Sarkozy : la maîtrise de la communication. Avec trois principes : tout montrer, mais ne rien dévoiler, à ses conditions, selon son calendrier. Le 17 juin, le site Internet de *Marianne*, puis l'AFP, puis France 3 annoncèrent pourtant, quelques heures avant ce que la candidate défaite avait prévu, la nouvelle : Ségolène Royal avait réclamé la séparation à son compagnon. Sur France-Inter, le lundi matin, elle commenta – pour la première et dernière fois, promettait-elle – cette « *décision à caractère privé, mais politique aussi* », comme le souligna la journaliste qui la confessait. « *Nous avons décidé de ne plus être ensemble [...]. C'est important de dire les choses telles qu'elles sont pour qu'on soit bien au clair à la fois vis-à-vis de nous-mêmes et vis-à-vis des autres [...]. J'ai proposé à François de vivre sa vie de son côté et il l'a accepté [...]. Il y avait beaucoup d'interrogations sur les relations qui nous liaient et l'impact qu'elles pouvaient avoir sur la vie politique [...]. Aujourd'hui les choses seront beaucoup plus claires* », assure-t-elle. Mais, en mêlant son annonce au verdict des élections législatives – « *nous rentrons dans une nouvelle étape* » –, elle continuait à tout brouiller.